



**Monsieur le Préfet, Madame la Vice-Présidente du conseil départemental,
Monsieur le directeur Académique, Mesdames et messieurs,**

A l'occasion de l'installation de ce nouveau CDEN 2019-2022, nous commencerons par souhaiter la bienvenue aux nouveaux membres. Soyez assurés de notre volonté permanente de trouver la voie du dialogue pour améliorer les conditions d'enseignement de nos élèves gardois ainsi que les conditions d'exercice des enseignants comme de tous les personnels de l'Education Nationale, car notre fédération l'Unsa Education considère par principe qu'on peut être un professionnel dévoué devant une classe comme derrière un bureau.

En premier lieu, nous rappelons que cette rentrée a été préparée et pilotée dans nos écoles, cette année encore par des directrices et des directeurs privés d'aide administrative. C'est à eux que nous devons le bon déroulement de ce début d'année scolaire. Ce sont eux qui ont fait en sorte qu'élèves et parents de l'école publique soient accueillis dans les meilleures conditions. L'Unsa n'a pas oublié que les contrats uniques d'insertion d'aide administrative ont été supprimés pour « sortir de la précarité dont on s'était trop longtemps accommodé » selon les propres termes du porte-parole du gouvernement du moment, Christophe CASTANER. C'était il y a plus de deux ans et nous attendons toujours la mise en œuvre d'une aide administrative pérenne et le respect de l'agenda social. Le SE-Unsa avait mené une action en 2018 et obtenu que le dossier de la direction d'école soit inscrit à cet agenda social. Une seule réunion s'est tenue au printemps 2019 et depuis, plus rien. Les directeurs d'école ne tiendront pas longtemps sans perspective d'amélioration de leurs missions et du fonctionnement de l'école. En cette rentrée 2019, nous voulions le rappeler, il faut, plus que jamais qu'on en parle. C'est d'ailleurs la volonté affichée dans tous les médias ces jours-ci par Emmanuel Macron et son Exécutif que de recommencer un cycle de rencontres avec les organisations syndicales et de renouer le dialogue, de se donner le temps de la concertation préalable. ENFIN ! Disons-nous.

Après trois rentrées pilotées par le président et notre ministre Jean-Michel Blanquer et surtout après une année de conflits sociaux, marqués par le mépris des corps intermédiaires, vous comprendrez notre prudence à l'écoute de ces paroles. Nous attendons des actes pour nous satisfaire de cette soudaine propension au dialogue social. Il faut que le changement de méthode se confirme dans la durée et que les annonces se concrétisent. Il ne peut y avoir d'optimisme a priori mais seulement l'exigence d'avancées concrètes.

Au niveau du Gard comme au niveau national, l'Unsa Education sera au rendez-vous pour défendre notre idée d'une politique éducative qui accepte le temps long de l'éducation et qui ne soit pas un grand chamboule-tout permanent. Des acteurs publics qui accordent une priorité absolue à la grande difficulté scolaire en luttant contre sa concentration dans certains établissements publics et cela passe par une politique d'urbanisme ambitieuse de mixité sociale dans les villes du département.

On ne pose pas les bases de ce projet ambitieux dans un contexte de crises au pluriel avec entre-autres les suppressions d'emplois dans le second degré et la deuxième heure supplémentaire imposée, #Pasdevague, le projet de loi École de la confiance et en particulier son projet d'EPLESF, la réforme du bac 2021 et celle de la voie professionnelle. La dernière année scolaire a atteint un niveau jamais connu avec la crise de la correction et des résultats du bac 2019 et l'École en a été la grande perdante.

Pour cette nouvelle année scolaire, nous attendons un virage important dans la méthode faute de quoi le plus grand risque est celui du découragement des professionnels des écoles et des collèges gardois. Alors oui, nous répondons présents si le ministre recommence comme il s'y est engagé un cycle de rencontres. Nous avons de nombreuses demandes et propositions à faire valoir : sur la priorité au « lire, écrire, compter », sur les évaluations nationales CP et CE1, et surtout l'utilisation médiatique qu'il fera ou pas des résultats, sur la mise en place de comités de suivi notamment sur la voie professionnelle, sur la future carte REP et REP+, sur la sécurité, etc.

Le ministre est volontariste, et c'est une nécessité, mais les élus et les professionnels de terrain que nous sommes savent bien qu'on ne fait pas « fonctionner » notre service public d'Éducation dès la rentrée d'un claquement de doigts et sans moyens supplémentaires.

Sur **l'École Inclusive** par exemple, qui est une priorité historique pour l'Unsa Education, on ne saurait attendre la mise en œuvre des **PIAL (Pôles Inclusifs d'Accompagnement Localisés)** dès la rentrée sur simple publication de circulaires ministérielles envoyées très tard, avant l'été. Et évidemment, malgré les améliorations en cours, la situation des AESH demeure financièrement difficile et il est très difficile de recruter et de stabiliser. Nous appelons d'ailleurs une mise en conformité de tous les contrats de ces personnels qu'on continue à tort d'appeler AVS et donc les conditions de travail doivent être clairement définies contractuellement. Les collègues gestionnaires ne doivent pas être laissés seuls dans cette affaire.

La scolarisation des élèves en situation de handicap est une priorité absolue et les attentes sont d'ailleurs très fortes du côté des familles comme des personnels. Il vaut mieux reconnaître qu'il faut du temps pour construire solidement plutôt que de donner le sentiment de ne faire que de l'affichage.

C'est sur le sujet **des rémunérations des fonctionnaires** de l'Éducation que le flou persiste le plus. Les informations sur le projet de budget 2020 communiqué dans l'été, ne laissent pas voir de marges permettant une revalorisation à la hauteur des besoins. Le ministre a confirmé les propos du Président en avril et ceux du premier ministre lors de son discours de politique générale qui annoncent « une revalorisation en lien avec la réforme des retraites ».

Nous répétons que la revalorisation est nécessaire et urgente, indépendamment de la réforme des retraites qui, elle, est un sujet d'inquiétude majeur. Nous suivons le dossier au niveau national et intervenons via notre Union interprofessionnelle, l'Unsa, qui participe aux échanges avec l'Élysée, Matignon, Agnès Buzin et Jean-Paul Delevoye.

Le ministre a annoncé que des discussions auraient lieu au sein même du ministère et c'est une nécessité. Dans le schéma global prévu par le rapport Delevoye, les enseignants seraient très largement perdants car la part des primes dans leur rémunération est peu significative. **La réforme des retraites est le dossier brûlant de cette année qui débute.**

L'Éducation nationale a besoin d'emplois, notamment pour concrétiser la promesse présidentielle, de la poursuite du dédoublement en éducation prioritaire avec désormais les classes de grande section, de la limitation des effectifs à 24 par classe en GS, CP et CE1 en dehors de l'éducation prioritaire. Pour l'Unsa Education, il est inenvisageable que cela se fasse par redéploiement ni au sein des écoles ni du second degré vers le premier degré.

D'autres chantiers ont été ouverts l'année dernière par le ministre avec des missions sur les politiques éducatives et les territoires, sur l'évaluation des écoles et des établissements. Ces nombreux chantiers sont aussi des sujets à risque. Et si le ministre pouvait nous épargner **quelques nouveautés comme la réforme du DNB ou le lancement tous azimuts d'expérimentations**, ce qui demande aux acteurs du système éducatif de courir plusieurs lièvres à la fois, cela contribuerait à plus de sérénité.

Ne pas être toutes les semaines sous les feux des projecteurs ferait du bien à l'école.

A ce sujet, on a entendu cet été qu'une étude avait été commandée au conseil constitutionnel pour savoir si l'évolution des **vacances scolaires** relevait ou non de la loi. On sait désormais que non. Pour l'Unsa Education, ce n'est pas une raison pour venir ouvrir un nouveau front avec la profession.

Au-delà des dossiers à venir, potentiellement conflictuels, cette année scolaire qui s'ouvre c'est aussi, celle de la déclinaison dans les ministères de la **loi de transformation de la Fonction publique**. Là encore nous l'avons dit au ministre, ce serait un comble de faire une priorité de l'accompagnement des personnels et de supprimer purement et simplement les espaces de dialogue social avec leurs représentants sur tous les sujets de carrière.

2019-2020 s'annonce donc sans nul doute comme une année scolaire qui verra se multiplier les enjeux, les sujets de réflexion et d'action pour nous, acteurs de l'Enseignement public.

Je vous remercie de votre attention.